

Discours de politique générale

Claire Desmares, Présidente du groupe Les Écologistes de Bretagne

Rennes, le 15 Décembre 2022

Monsieur le Président, Chèr.es collègues,

La Bretagne frissonne. Les bretonnes et les bretons ont froid, en particulier celles et ceux qui habitent dans des passoires thermiques, soit plus de la moitié des logements du parc privé de notre région. Ils redoutent les coupures d'électricité. Les plus modestes font face à des difficultés croissantes pour payer leur facture d'énergie, au regard de la flambée des prix. Plus de 14% des ménages bretons sont en précarité énergétique.

En tant qu'écologistes, nous nous interrogeons: **pourquoi en France, un des pays les plus riches au monde, en sommes-nous arrivés à une telle fragilité énergétique ?**

La réponse est politique.

Les responsables d'hier n'ont pas pris les décisions qui s'imposaient pour préparer l'avenir.

Ils n'ont pas écouté les alertes climatiques répétées par les scientifiques.

Ils n'ont pas entendu les alarmes des écologistes sur l'énergie vulnérable, dépendante et dangereuse qu'est le nucléaire.

Ils n'ont pas été attentifs aux inquiétudes exprimées sur l'autonomie énergétique de notre pays dans un monde pourtant si instable au niveau géopolitique.

Ils n'ont pas mis en œuvre la sobriété énergétique.

Et ils n'ont pas non plus investi massivement dans les énergies renouvelables.

A la place, ils ont préféré décrédibiliser les écologistes et mettre en garde contre le repoussoir du "retour à la bougie". Et pourtant, aujourd'hui, que feront les milliers de foyers bretons en cas de coupure d'électricité ? Je vous laisse deviner.

Le retour à la bougie, ce n'est pas l'écologie, c'est le triste résultat des politiques de course à la croissance, dopées aux énergies fossiles et nucléaires.

//

Les réponses tardives apportées dans l'urgence, tant par le gouvernement que par l'exécutif régional, cherchent à réduire le coût de la facture à court terme et éviter un blackout généralisé. Nous déplorons qu'il ait fallu attendre le mur pour agir vraiment.

Les mesures de sobriété prises aujourd'hui doivent absolument s'inscrire dans le long terme. **L'épisode que nous traversons n'est pas une crise passagère : il s'agit d'un nouveau paradigme énergétique, celui de la rareté.** La solution à cette crise durable existe, c'est la transition écologique !

Les avancées des négociations internationales sur le climat et sur la biodiversité sont trop lentes. Le fiasco de la COP 27 et l'échec annoncé de la COP 15 en cours à Montréal invitent à **investir l'échelon territorial pour accélérer la transition écologique.** La Région Bretagne doit prendre sa part, dans une perspective d'exemplarité.

//

Pourtant, **l'institution régionale pratique la politique des petits pas en matière de transition écologique.**

18 mois pour établir un plan vélo dont on doute que les moyens financiers soient à la hauteur des enjeux.

Le plan solaire prévoit seulement de rattraper le retard énorme en termes de déploiement du photovoltaïque dans les lycées. L'éco-référentiel, voté dès 2009 et piloté par une vice-présidente écologiste, prévoyait déjà des installations solaires sur la toiture des établissements. En 2023, à peine 3% des besoins en électricité des lycées publics bretons seront pourvus par leurs panneaux solaires.

Un résultat très insuffisant, dans un contexte où les lycées sont extrêmement inquiets sur leur capacité à payer leurs factures. Ils attendent un soutien indéfectible de la part de notre institution régionale. L'inflation menace aussi l'atteinte des objectifs qualitatifs de la loi Egalim 2 au niveau de la restauration scolaire. Elle invite à considérer une révision à la hausse du tarif pivot des repas.

Le risque est grand que l'inflation absorbe les moyens nécessaires pour mettre en œuvre les transitions. Les orientations budgétaires traduisent de fortes contraintes pesant sur le budget 2023. **Elles ne doivent pas nous conduire à faire un pas en arrière.**

Nous devons au contraire prioriser la nécessaire bifurcation écologique et sociale, tout particulièrement en matière économique, énergétique et agricole.

///

Après les Etats Généraux de l'Installation-transmission en agriculture, la stratégie qui nous est proposée aujourd'hui, est décevante. Elle n'arbitre pas clairement en faveur des modèles agroécologiques. La Bretagne vient d'être classée parmi les régions les moins favorables à l'installation en bio. Le conseil régional continue de subventionner des installations sur des modèles dépassés : hors sol, sous serre, sans label de qualité, dépendants du soja OGM importé du Brésil.

Nous n'entendons pas non plus l'exécutif sur l'agrandissement de la méga-porcherie Avel Vor en Finistère. Un projet qui s'inscrit en porte à faux total avec un modèle d'agriculture durable, à faible impact et lié au sol !

//

Le Conseil régional n'a toujours pas adopté une politique volontariste qui permettrait de **sortir des pesticides au plus vite et au plus tard en 2030**. De multiples subventions agricoles sont encore votées en Commission permanente qui impliquent l'usage de produits phytosanitaires. **Pourquoi le débat promis sur les pesticides n'est-il toujours pas inscrit à l'ordre du jour de notre session ?** Ce sera l'objet de notre question orale.

//

Concernant les mobilités, l'annonce présidentielle en faveur de l'accélération des projets de RER nous a laissé dubitatifs. **Le mode de financement du ferroviaire doit être revu pour développer le train du quotidien partout en Bretagne.** L'Etat doit donner les moyens à la Région pour financer les infrastructures et le matériel roulant. Il nous faut moderniser et rouvrir des lignes de desserte fine du territoire. L'amplitude des horaires doit être augmentée et la fréquence rehaussée.

//

La Coupe du Monde au Qatar a de nouveau mis sur le devant de la scène la responsabilité sociale et environnementale des grands événements sportifs. **Les sportifs, comme les artistes, peuvent mobiliser leurs pratiques et leur notoriété pour diffuser de nouveaux récits en faveur de la transition écologique et sociale.**

Nous avons formulé un vœu lors de cette session appelant le gouvernement à assurer la vitalité culturelle et sportive des territoires durant les JO de Paris afin d'éviter une nouvelle saison blanche à l'été 2024.

//

Je terminerai en saluant quelques avancées des **mobilisations sur le terrain** contre les grands projets inutiles en Bretagne.

Nous nous félicitons de l'annonce du maire de Plouisy, qui ne signera pas le permis de construire de l'usine géante à saumons, sans garantie environnementale supplémentaire des porteurs de projet. Nous avons également accueilli avec enthousiasme les doutes de M. Le Duff quant à la faisabilité de la nouvelle usine Bridor à Liffré, même si nous restons vigilants car le projet ne semble pas être abandonné définitivement.

Je vous remercie.